

Note de recherche stratégique 4

La pensée stratégique russe aujourd'hui

Arnaud Kalika¹

Directeur de recherche au département des menaces criminelles de l'université
Paris II sur le crime organisé russe²

Face à un monde multipolaire marqué par la montée en puissance de la Chine et l'érosion de la domination occidentale, la Russie revendique un besoin de puissance pour faire face à un environnement instable : Irak morcelé, Afghanistan incontrôlable, Iran cherchant à rejoindre le club des puissances nucléaires, Corée du nord toujours imprévisible, Syrie en délitement et Monde arabe en proie à un islam politique radicalisé. Vu de Moscou, le « printemps arabe » défie tout autant la stratégie occidentale que la stratégie russe. C'est pourquoi le pouvoir russe estime n'avoir pas d'autre choix que de structurer sa pensée stratégique autour de ses points forts : l'atome, l'énergie et la force.

SOMMAIRE

1 - IMPÉRIALISME DÉFENSIF ET CONTRÔLE DE LA SPHÈRE D'INFLUENCE	2
2 - DU GÉNIE À L'EXCÈS : LE QUALITATIF SACRIFIÉ AU PROFIT DU QUANTITATIF	3
3 - VLADIMIR POUTINE : LA VOLONTÉ DE PUISSANCE DÉCOMPLEXÉE	5
4 - LA RÉFORME MILITAIRE ET L'ATOME AU SERVICE D'UNE STRATÉGIE DU LONG TERME.....	7
5 - LA STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE, INSTRUMENT DE PUISSANCE ET DE RAYONNEMENT	9
6 - DEVENIR INDISPENSABLE : UNE OPTION DURABLE ?	10
POUR ALLER PLUS LOIN	11

¹ L'auteur s'exprime à titre personnel. Ses propos ne sauraient engager ni l'IRSEM, ni le ministère de la Défense.

² Arnaud Kalika a également été analyste du monde postsoviétique au ministère de la Défense, de 1997 à 2005. Il dirige aujourd'hui la sûreté et l'intelligence économique d'un fonds d'investissement spécialisé dans le partenariat public-privé international. Il est l'auteur de *La Russie en guerre, Mythes et Réalités tchétchènes*, Ellipses, 2005 et *L'empire aliéné, le système du pouvoir russe*, CNRS Éditions, 2008.



Le Kremlin construit sa pensée stratégique selon une approche globale, qui englobe le politique, l'économique, le social et le militaire. Cette approche globale, au service d'un désir de puissance, confond leader charismatique et stratège, avec des incidences certaines pour la relation que la Russie entretient avec le reste du monde. Elle souffre également de la complexité du nouvel ordre mondial et des lames de fond sociologiques qui font vaciller la société russe.

1. IMPÉRIALISME DÉFENSIF ET CONTRÔLE DE LA SPHÈRE D'INFLUENCE

Trois documents fondateurs contribuent à préciser les lignes directrices qui sous-tendent la pensée stratégique russe : le concept de sécurité nationale, le concept de politique étrangère et la doctrine militaire. Ces textes surprennent par l'ambition qu'ils assignent à la politique étrangère de la Russie tout en reconnaissant les ressources limitées dont ils disposent. Plusieurs points méritent d'être cités : l'importance vitale du voisinage immédiat (Biélorussie, Ukraine, Caucase, Asie centrale), la lutte contre le terrorisme international et la criminalité transnationale, le partenariat avec les États-Unis, l'Otan et l'Union européenne, la primauté de l'ONU, la prolifération nucléaire, chimique et bactériologique, le suivi des entités régionales (ASEAN, OCI, BRICS), la relance d'une politique panafricaine, etc. Mais ces textes annuellement mis à jour, s'ils constituent une base doctrinale intéressante à destination du grand public, ne sont que la partie émergée de la pensée stratégique, celle que tout citoyen peut aller consulter sur Internet. Or, en Russie, la pensée stratégique ne se limite pas à ce qui peut être lu ou entendu.

Pays de conquêtes et d'expansion territoriale jusqu'à la chute de l'URSS, la Russie n'a jamais fonctionné sans stratégie. Tantôt inspirée par les masses (période pré-révolutionnaire), tantôt directement insufflée par l'élite au pouvoir (période actuelle), la pensée stratégique a servi deux types de desseins en fonction de l'état de la menace perçue : d'une part, la poursuite d'un impérialisme défensif visant à se protéger par l'immensité territoriale ; d'autre part, l'entretien d'une sphère d'influence qui consolide l'épicentre moscovite. À ce titre, le pouvoir continue de penser que sans l'Ukraine, la Russie ne dispose pas d'une masse critique suffisante pour peser sur le destin du monde.

La chute de l'URSS a coïncidé avec la disparition pour la Russie de son statut d'ennemi. L'Occident n'est plus désigné comme celui qui menace les intérêts souverains du pays. Cependant, la survivance de l'Otan, qui procède moins d'une défiance par rapport à la Russie que du choix technique de maintenir des fonctionnaires et des armées en bonne condition, n'est pas sans poser quelques problèmes de compréhension dans la partie russe. Ce contexte du miroir otanien, et, en contrepoint de la défense antimissile, a provoqué une inflexion stratégique post guerre froide, appelant à davantage de pragmatisme. Ainsi, depuis 1991, la priorité de la Russie réside dans la protection de ses intérêts majeurs qui s'inscrit dans sa logique de prolongement territorial aux quatre points cardinaux. Mais ne nous y



trompons pas, il s'agit moins de reconstituer l'URSS que de maîtriser le cordon territorial défensif pour la survie de la Russie comme centre de puissance eurasiennne. En ce sens, les lignes stratégiques russes sont d'une grande prévisibilité et ce n'est pas une surprise de trouver le Grand Nord, la frontière européenne, le Caucase, l'Asie centrale et les mondes chinois dans les vecteurs du dernier concept de politique étrangère rédigé par les équipes du ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

Outre la sanctuarisation défensive, la Russie entend rester capable de conduire une guerre majeure simultanément avec un conflit régional de type caucasien. Vladimir Poutine fait montre depuis son élection, en 2000, d'un esprit d'offensive permanente dans la plus pure tradition impériale de l'art militaire. Aujourd'hui, la pensée stratégique est globale et sert le compas directionnel du décideur politique très imprégné d'histoire militaire. Souvorov, Toukhatchevski ou Ogarkov restent des sources d'inspiration. L'interpénétration de l'art militaire et du stratégique dans la conduite du pays est une constante depuis la naissance de la Russie kiévienne. Vladimir Poutine ne déroge pas à la tradition.

2. DU GÉNIE À L'EXCÈS : LE QUALITATIF SACRIFIÉ AU PROFIT DU QUANTITATIF

Comprendre cette interpénétration, c'est revenir à la souche clausewitzienne de la doctrine militaire russe³. Clausewitz est le passage obligé pour tous les officiers de l'état-major de l'Académie militaire. Le Prussien est glorifié pour son approche politique, stratégique et tactique. Le maréchal Chapochnikov, héros de l'Armée rouge et ancien directeur de l'Académie Frounzé, n'a jamais renié cet héritage lorsqu'il publia *Le cerveau de l'Armée*, ouvrage dont Staline rendit la lecture obligatoire à tous les officiers des armes. La primauté de l'offensive chez les théoriciens russes⁴ comme la méthodologie d'analyse de l'ennemi découlent de ce creuset prussien. Clausewitz estimait que le possible désavantage de l'attaquant disparaissait en cas de guerre révolutionnaire, dès lors que la population soutenait l'offensive. D'où une littérature russe et soviétique abondante sur l'impérieuse nécessité d'une mobilisation totale dans la guerre, source de « *démésure* » (Moshe Lewin) et d'errements permanents.

Comprendre cette interpénétration, c'est penser les interactions entre le politique, l'économique et le militaire. La Russie a toujours privilégié la locomotive du militaire. Vladimir Poutine poursuit dans la même ligne, en érigeant l'aboutissement de la réforme des armées commencée en 2008 comme ce qui permettra au pays d'enraciner son rang sur la scène internationale. Ces interactions sont à l'origine de l'idée de « *révolution dans les affaires militaires* » (RVD), mêlant progrès scientifique et industrialisation militaire au profit du qualitatif, plus tard plagié et mis à jour par les militaires américains sous le sigle RMA.

³ Un autre général étranger, le Suisse Jomini, a également influencé l'Empire (après avoir servi son ennemi Napoléon), sans toutefois produire de rupture doctrinale.

⁴ Arsenii ZAMOSTIANOV, *Le génie militaire de Souvorov - l'art de Vaincre*, Eksmo, Moscou, 2012 (en russe).



Dans la même veine, les travaux des officiers Toukhatchevski, Triandafilov et Svetchine ont contribué à la naissance du concept d'opérations aéroterrestres, plus tard repris par les concepts de l'US Air Force sous le nom d'AirLand Battle. Ces ruptures doctrinales ont nourri durant des années l'innovation dans l'art de la guerre soviétique, puis russe. Le maréchal Ogarkov, à l'origine des groupes de manœuvres opérationnels dans la profondeur, mit cependant en garde contre le risque de décalage entre l'avance doctrinale des théoriciens et les retards technologiques des systèmes d'armes classiques⁵.

L'offensive systémique se retrouve encore dans le pouvoir de l'atome, pivot de la sanctuarisation du territoire. Le volet nucléaire de la doctrine militaire a été refondu en 1993 pour ne connaître, ensuite, que des ajustements sémantiques. Tout en maniant le paradoxe sur le caractère défensif de la posture, le texte accepte de recourir à la force nucléaire stratégique en premier, en cas de débordement des forces classiques, pour désarmer l'ennemi. Cette frappe première n'est pas exclusive d'autres frappes nucléaires tactiques ciblées contre les maillons faibles, suggérant l'émergence d'un concept encore flou d'attrition nucléaire. Le principe de la dissuasion nucléaire est que la meilleure défense réside dans la capacité de frapper en premier.

Pourtant, cette tradition de l'offensif teintée d'empressement décisionnel, a généré plusieurs erreurs d'appréciation, dont un détournement du militaire de sa mission initiale (la défense du territoire) au profit d'une production industrielle de masse, à but démonstratif. Les défilés exubérants prirent le pas sur des capacités opérationnelles sujettes à caution. Ces œillères de l'offensif sont en partie à l'origine du revers de l'été 1941. Pour repousser l'ennemi nazi, Staline doit alors investir dans une industrialisation militaire massive et rapide, quitte à détruire provisoirement des pans entiers de savoir-faire civils en technologie de guerre⁶. Les matériels militaires rustiques fabriqués durant la guerre furent rapidement dépassés dans leur cycle de vie par les technologies occidentales, bâties sur le long-terme en misant sur un cycle de maturation et de correction des obsolescences. Pour se relancer, l'arbitrage de Staline se fit en faveur de la quantité au détriment de la qualité, une décision qui apporta la victoire en 1945 mais dont la Russie paye encore le prix. Cette posture du nombre pour éviter la défaite se fondait sur le discours fondateur de Staline du 4 février 1931 où il énumère cette Russie qui a trop l'habitude d'être battue, par les khans mongols, par les beys turcs, par les féodaux suédois, par les capitalistes anglo-français, etc. Battue à cause de son arriération qu'il faut maintenant combler !⁷ Plus tard, en décembre 1994, en Tchétchénie, les troupes russes subirent une humiliante défaite au travers d'une offensive massive et désorganisée, accompagnée d'une stratégie politique eltsinienne contradictoire. Orientés dans la perspective d'une guerre offensive, les dispositifs militaires n'avaient jamais envisagé l'éventualité d'une position défensive pour l'URSS. La grande peur d'une Russie

⁵ Brian DAVENPORT, "The Ogarkov ouster: the development of Soviet military doctrine and civil/military relations in the 1980's", *Journal of Strategic Studies*, vol. 14, 2, June 1991, p. 129-147.

⁶ Alexandre NEKRITCH, *L'Armée Rouge assassinée, 22 juin 1941*, Paris, Grasset, 1968.

⁷ Le discours fut le prélude à plusieurs purges, dont celle de 1937 qui décapita la tête de l'Armée rouge et vida provisoirement la pensée stratégique de toute substance.



battue reste une ligne de force de la pensée stratégique russe, Vladimir Poutine cherchant à apparaître autant comme un protecteur que comme un président.

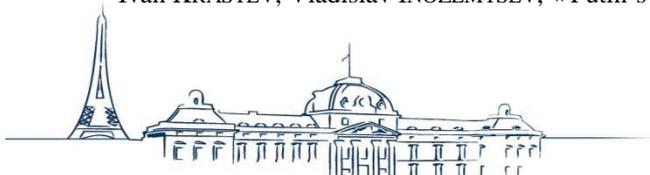
3. VLADIMIR POUTINE : LA VOLONTÉ DE PUISSANCE DÉCOMPLEXÉE

Depuis son émancipation en 1991, la Russie n'incarne plus la puissance soviétique qui fut l'ennemi diabolisé par l'Occident. La guerre froide est sortie du champ stratégique, même si sa disparition est lente à digérer. Alors que sous Boris Eltsine la jeune Russie avait reculé en termes d'influence sur la scène internationale, améliorant timidement son image au Conseil de sécurité de l'ONU, l'ère Poutine trace une trajectoire bien différente. La voix de la Russie investit l'ensemble du champ de la politique internationale, et le pays s'est réaffirmé comme une puissance capable de provocations, de médiations sur les conflits ou d'initiatives diplomatiques (proposition d'architecture européenne de sécurité, processus de Genève pour la Syrie).

Malgré l'activisme de Vladimir Poutine depuis 13 ans (2000-2013), en excluant l'intermède Medvedev, la pensée stratégique russe hésite encore entre la nostalgie néo-soviétique et le mouvement vers l'avenir. Est-elle prisonnière de son héritage eschatologique ? Dans l'intelligence des rapports de forces, la Russie est incomprise et rares sont les chefs d'État qui parviennent à l'apprivoiser. Contrairement à une idée reçue, le pays n'aspire pas à devenir le membre honoraire d'une communauté occidentale dont les ressorts stratégiques ne lui correspondent pas. « *La Russie est en Russie, et l'Europe en Europe...* » (Malraux). Dans sa relation avec le monde, la Russie continue de vouloir contester la prééminence américaine, Washington poursuivant, de son côté, une politique transparente de Rollback (« reflux »). L'éminente revue américaine *Foreign Affairs* publie régulièrement des réflexions sur cette « Russie qui tombe », voire sur l'autodestruction politique annoncée de Vladimir Poutine⁸. La relation américano-russe ne parvient donc pas à dépasser l'adversité et l'esprit de confrontation, à la fois pour des raisons de politique intérieure (les relents anti-américains restent forts dans la population russe) et par réflexe historique. La stratégie russe persiste dans l'imaginaire du contrepoids à l'influence américaine, alors que les *think tanks* américains se concentrent sur les critiques à l'encontre du régime russe pour le contenir sur le long-terme.

Ni adversaire, ni partenaire stratégique donc. Aux États-Unis, le traitement de la relation avec la Russie varie selon deux écoles, qui toutes les deux suivent avec attention les développements intérieurs du pays. D'une part, l'école pragmatique (équipe Obama) reconnaît à la Russie un statut de puissance nucléaire avec laquelle il convient de parvenir au consensus. Une position qui n'empêche ni les réactions politiques spontanées (refus

⁸ Ivan KRASSTEV, Vladislav INOZEMTSEV, « Putin's self-destruction », *Foreign Affairs*, 9 juin 2013.



d'Obama de rencontrer Poutine en septembre 2013 en raison de l'achoppement Snowden)⁹, ni les efforts pour dégager des solutions diplomatiques sur les dossiers complexes (rencontre Poutine-Kerry sur la Syrie). D'autre part, l'école du strict engagement conditionnel (tendance Mc Cain) préfère cantonner la Russie à sa vocation de puissance régionale, voire manœuvrer pour l'affaiblir, quitte à exhumer la rhétorique de la confrontation¹⁰.

C'est tout le contraire avec la Chine, qui depuis la fin de la guerre froide, voit moins l'Amérique comme un adversaire que comme un concurrent. Moscou refuse de telles finesses. L'empire du Milieu allie coopération et compétition avec les États-Unis en fonction de la conjoncture et des intérêts. Pékin travaille sur lui-même, aime à rappeler le stratège Lee Kwuan Yew sur ses priorités, et n'affiche pas dans le discours d'ambition politique mondiale. La Chine a pris de l'avance et évite certains écueils. C'est également dans ce contexte sino-américain qu'il convient d'examiner la relation sino-russe, axée sur la coopération militaire et énergétique. Pékin se satisfait d'être le client énergétique de Moscou, qui ne voit pas la souricière d'une relation à sens unique fondée sur la dépendance mercantile. Ainsi, contrairement à la Russie, la Chine a investi dans son outil de défense mais à une échelle moindre que ses investissements dans les technologies civiles, qui constituent le réel accélérateur d'influence. Ce déséquilibre entre des dépenses militaires exponentielles et un investissement pauvre dans les technologies civiles a fragilisé l'économie russe sur le long-terme, misant sur des niches technologiques, tout particulièrement dans le domaine militaire. L'acquisition du BPC Mistral français par la Russie trouve sa genèse dans l'expression d'un besoin de la part du chef d'état-major de la marine, l'amiral Vissotski, qui reconnut en 2008 l'incapacité des chantiers navals russes de construire un tel bâtiment. La Chine a au contraire davantage misé sur sa population, dans l'éducation (langues, sciences dures) et dans la création de laboratoires scientifiques, mettant en place des coopérations internationales qui lui ouvrent accès aux brevets et aux meilleures technologies. Le tout avec une politique d'expatriation de ses doctorants très ingénieuse, transformant le risque de fuite des cerveaux en atout pour l'avenir. Chaque étudiant ou ingénieur stagiaire crée de la valeur, générant un retour sur investissement pour l'État chinois. En politique étrangère, la Chine pratique la stratégie indirecte et joue la carte du temps. Elle croit en son destin et dans sa capacité à rassembler ses voisins, qui finiront d'eux-mêmes par reconnaître son statut de puissance incontestée.

À l'inverse, la Russie, toujours pressée, reste dans son esprit offensif et frontal, avec un discours manichéen en direction de ses anciens satellites. Ces derniers, tout aussi manichéens que Moscou, développent le même discours, créant un dialogue de sourd avec un effet boomerang pour la Russie, incapable de les amener à la reconnaître comme un phare régional, tandis que l'Union européenne et l'Otan leur offrent d'autres perspectives¹¹.

⁹ En 2012, ce fut Poutine qui ne se rendit pas au G8 à l'invitation d'Obama prétextant la formation de son gouvernement...

¹⁰ Alexandros PETERSEN, *The World Island: Eurasian geopolitics and the fate of the West*, Californie, Praeger Security International, 2011.

¹¹ Laetitia SPETSCHINSKY, *Russie-UE : la naissance d'un partenariat stratégique*, Peter Lang, Bruxelles, 2011.



Même en Biélorussie, le président Loukachenko se prend parfois à rêver d'Union européenne.

Si pour survivre la Russie doit nourrir sa puissance, elle ne peut le faire en tournant le dos à ses tourments sociétaux, source de maelstrom intérieur sur le long terme. La société civile sera-t-elle un frein à l'affermissement de la puissance du Kremlin ? La société russe a profondément changé depuis ces quinze dernières années. À la faveur d'un nivellement mondial par la vitesse des autoroutes de l'information, chacun, en Russie, peut aujourd'hui être informé en temps réel, communiquer, voire publier tout et n'importe quoi. La consécration du temps réel mis à la disposition d'un peuple autrefois embrigadé par l'idéologique communiste a fait éclore des îlots d'expression incarnés par l'avocat blogger Alexeï Navalny, devenu une personnalité politique de la rue moscovite. Dans le même temps, par des vents contraires, la société chambranle. L'une, celle de la génération des « *gamers* », semble frappée de surdité, dévorée d'égoïsme et dépendante d'Internet, elle rêve de meetings et de rendez-vous improvisés sans chapka ni médaille, en invoquant la démocratie dont ils ne connaissent que ce que la presse veut bien leur noircir. Reflet de la société-monde, elle ignore Lénine et préfère le smartphone aux *Âmes mortes* (Nikolaï Gogol). L'autre, qui lui tourne le dos, révère l'aura du pouvoir et continue de voter religieusement communiste, ou par défaut Poutine. Seule certitude, Vladimir Poutine sait qu'il ne peut plus gouverner sa population comme en 2000, année de sa première consécration à la présidence. Les autoroutes de l'information ont bousculé les habitudes, que l'on croyait figées pour l'éternité. Le président s'adapte et pratique une politique de communication très agressive en cultivant le don d'ubiquité, au risque de dériver vers le narcissisme mégalomane, pourvu qu'il pousse la puissance russe à l'avant de l'échiquier mondial. Chaque événement médiatique est exploité (affaires Navalny, Pussy Riot, Depardieu), non sans certaines incidences stratégiques. Ainsi, pour la première fois depuis la chute de l'URSS, les réactions spontanées de la communauté occidentale à des « faits divers intérieurs »¹² interfèrent dans la relation entre la Russie, l'Union européenne et les États-Unis.

4. LA RÉFORME MILITAIRE ET L'ATOME AU SERVICE D'UNE STRATÉGIE DU LONG TERME

Le message tchéchène de la débâcle de 1994 et surtout celui de la Géorgie en 2008 ont poussé l'état-major général à exiger la mise en œuvre d'une réforme sans cesse repoussée pour des raisons corporatistes et par négligence. Les obsolescences de l'appareil militaire, le mauvais moral des troupes et les déficiences conceptuelles sont remontés au

¹² Sur le dossier des Pussy Riots, la majorité écrasante de la population soutient la décision du président d'incarcérer les coupables.



Kremlin qui a posé un ultimatum au ministre de la Défense de l'époque, le civil Anatoli Serdioukov¹³.

Au-delà des retours d'expérience et de la réforme proprement dite, le contexte marque d'importantes avancées. D'une part, le format des armées se contracte depuis 2008 avec un panachage plus conséquent entre les conscrits et les professionnels (émergence d'un vrai corps de sous-officiers). D'autre part, la répartition des unités est retouchée, le système de commandement décentralisé. Il s'agit moins d'occuper l'ensemble du territoire que d'être capable de se projeter à l'intérieur rapidement, depuis les points stratégiques nécessitant le plus de cantonnement (les flancs sud et nord). Enfin, la réforme repense sur le long-terme les priorités stratégiques de sanctuarisation du territoire.

Entamée en 2008, la réforme des armées doit s'entendre au sens large¹⁴. Elle s'inscrit dans un effort de concentration des moyens humains et industriels au service de la puissance russe. Outre la dissolution d'unités et la déflation des effectifs au-dessous du million d'hommes, le gouvernement s'est attaché à restructurer son industrie de défense autour de grands conglomérats civilo-militaires, conscient d'avoir trop longtemps négligé les technologies civiles. Tout reste à faire mais ce plan dit « de modernisation » serait financé, selon le ministère russe de la Défense, à hauteur de 600 milliards d'euros d'ici à 2020. À cet égard l'évolution du groupement Rostekhnologie, dirigé par Sergueï Chemezov, montre comment une entité spécialisée dans les niches technologiques militaires s'est progressivement tournée vers les technologies duales. En parallèle, depuis ces cinq dernières années, Vladimir Poutine a ouvert publiquement la brèche en faveur d'achats de matériels à l'étranger, selon un mode de transfert de technologies proche du modèle chinois. La coopération avec des firmes étrangères date en fait depuis plus longtemps (Thomson, Thales, Safran, Boeing), mais jamais Moscou ne s'était en fait engagé à acheter des systèmes livrés clefs en main.

Le point névralgique de la réforme concerne moins les doctrines et le calendrier du respect des engagements que l'inflexion réalisée au plan de la sanctuarisation du territoire. Si les forces de fusées stratégiques restent au cœur de la dissuasion nucléaire, la montée en puissance des forces spatiales (VKS) s'impose comme un facteur nouveau. L'idée est de renouveler l'ensemble des stations d'alerte avancée, dont l'outil principal réside dans les radars de type Daryal, radar bi-statique à antenne réseau et à commande de phase¹⁵. La lutte antimissiles et la collecte d'informations au moyen de satellites de reconnaissance, dont une soixantaine à vocation militaire, sont partagées en termes de compétence avec les VKS. Ces dernières, autrefois en concurrence avec les RVSN (forces de fusées stratégiques), devraient travailler de plus en plus étroitement pour consolider le statut d'une Russie

¹³ Rouslan POUKHOV, *Les chars d'Août*, CAST Editions, Moscou, 2010.

¹⁴ Alexeï ARBATOV, Vladimir DVORKINE, *La réforme militaire russe : situation et perspectives*, Carnegie Editions, 2013 (en russe).

¹⁵ En 2011, quelques Français civils ont pu visiter pour la première fois une telle station radar en banlieue de Moscou, dans le cadre d'un séminaire de travail entre le Club de Valdai, RIA Novosti et le ministère russe de la Défense.



« puissance nucléaire » à la pointe en matière de détection de départ de missiles, au-delà de ses frontières. Dans la sphère nucléaire militaire, un plan de renouvellement des matériels est également à l'œuvre. Ainsi, les systèmes SS-18, SS-19 et SS-25 vont progressivement être modernisés et la famille des missiles balistiques intercontinentaux SS-27 (Topol), en version mobile ou silo, constituera les moyens terrestres nouveaux de la dissuasion¹⁶. Ce dispositif est complété par la sous-marine stratégique et l'annonce d'un ambitieux plan de construction de huit sous-marins de classe Borei capables d'emporter seize systèmes mer-sol balistiques stratégiques Boulava (comportant chacun six têtes nucléaires). Les sous-marins seront basés à la fois sur le flanc ouest (flotte de la mer du Nord) et sur le front est, au Kamtchatka, ce qui montre l'importance qu'accorde le pays à son statut de puissance maritime (et pas seulement de puissance continentale). Enfin, Vladimir Poutine a fait passer en force la modernisation des bombardiers stratégiques (Tu-160 et Tu-95), malgré la volonté de certains experts russes de privilégier la composante navale par rapport à la composante aérienne.

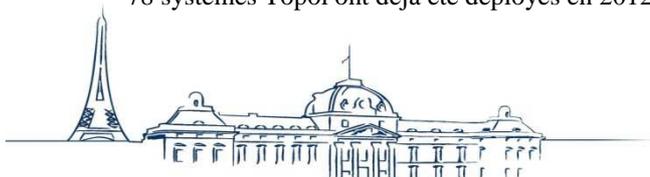
Il est intéressant d'associer ces retouches autour de la sanctuarisation à la possible refonte des bases militaires russes à l'étranger. Ainsi, la station de guerre électronique de Cam Ranh (Vietnam), autrefois gérée par le renseignement militaire jusqu'à sa fermeture en 2001, pourrait être réactivée pour redonner à la Russie ses capacités de voir et d'entendre ce qui se trame en Asie du Sud-Est. Au sud, outre l'Abkhazie, l'Arménie et Tartous (Syrie), la Russie a réactivé son ancrage au Tadjikistan, anticipant le retrait de l'Otan d'Afghanistan. Le 1^{er} août 2013, Vladimir Poutine a entériné un mandat sur le stationnement des troupes russes (environ 7000 hommes) dans ce pays, jusqu'en 2025. L'actuel ministre de la Défense, le général Choïgu, a également annoncé un investissement de 200 millions de dollars pour la modernisation de l'outil de défense tadjik, ce qui relance l'influence russe en Asie Centrale, qui, depuis le 11 septembre 2001, s'était nettement asséchée au profit des Chinois.

5. LA STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE, INSTRUMENT DE PUISSANCE ET DE RAYONNEMENT

Les chiffres parlent d'eux-mêmes, quitte à donner parfois le vertige. La Russie reste le sixième producteur mondial de charbon, le premier ou deuxième (selon les années) de pétrole et de gaz et sa capacité de production annuelle d'uranium est estimée à 25 000 tonnes à l'horizon 2025.

Cette dimension énergétique constitue le maillon de la pensée stratégique russe le plus compliqué à déchiffrer. La sécurisation des approvisionnements est une question sensible dans la relation russo-européenne et Vladimir Poutine ne masque pas sa volonté de conserver sa position de fournisseur majeur de l'UE. Pour cela, il multiplie les voies dont il a le contrôle (North Stream au nord et South Stream au sud). L'instrument énergétique, pour

¹⁶ 78 systèmes Topol ont déjà été déployés en 2012, dont 18 en version mobile.



se traduire en politique d'influence, a impliqué la reprise en main de l'ensemble des ressources disponibles. Point fort du pays, l'énergie et les ressources précieuses (métaux rares, diamants, or) accompagnent la politique étrangère d'influence. Paradoxalement, ce vecteur stratégique auto-suffisant pourrait devenir un « talon d'Achille » si, à l'intérieur, la stratégie économique ne transcendait pas un modèle qui ressemble trop à celui d'une économie de rente. Le risque réside dans la routine financière du rentier, plus tenté par l'oisiveté que par le travail. Malgré un effort de diversification de l'économie, un accroissement des investissements directs étrangers et une dette publique inférieure à 8% du PIB, les directions stratégiques ciblent exclusivement l'exploitation de cette rente énergétique, par pure facilité. L'État devient le but et non le moyen de la politique de rentes qui en engendre d'autres.

Utiliser la puissance pétrolière et gazière de la Russie comme un moyen de politique internationale n'est plus possible si, à l'intérieur du pays, la productivité et l'innovation ne suivent pas. L'intelligence de Poutine a été de faire montre d'une grande lucidité d'analyse en remettant le système en cause. La montée en puissance d'entités comme Rosnano (conglomérat dédié aux nano-technologies) ou encore la relance des politiques d'audit du secteur énergétique par des cabinets étrangers a permis de dégager de nouvelles lignes de forces pour l'avenir. Dans la même veine, les entités énergétiques ont été invitées à investir dans la filière santé, au sein de certaines niches technologiques comme le vaccin et l'insuline. Enfin, pour conjurer le sort et consolider l'outil énergétique comme bras d'influence de sa politique étrangère, Vladimir Poutine a adapté sa stratégie en s'ouvrant avec prudence au partenaire chinois, tout en tentant d'optimiser sa gouvernance.

6. DEVENIR INDISPENSABLE : UNE OPTION DURABLE ?

Axée sur la survie de l'État, la consolidation de la souveraineté et l'enracinement de son rang sur la scène internationale, la pensée stratégique russe s'est appuyée sur trois points forts : le nucléaire, l'énergie et le militaire. La verticalisation du système politique aux atours autocrates, incarné par celui qui reste le plus populaire en Russie (Vladimir Poutine), annihile jusqu'à présent les échelons intermédiaires de la décision pour travailler exclusivement « en rênes courtes ». Au risque toutefois de fragiliser la cohésion sociale et de favoriser l'éruption de poches manifestantes.

Le pouvoir russe évolue vers toujours plus de centralité politique, tout en verticalisant les forces armées, afin d'être plus efficace dans le contrôle du territoire. Trois grandes options stratégiques se présentent pour l'avenir, *a fortiori* si Vladimir Poutine était reconduit au pouvoir au-delà de 2017. Tout d'abord, le scénario d'un renforcement de la communauté de destin avec la Biélorussie et l'Ukraine, ces deux États restant totalement dépendants économiquement du « grand frère ». L'intérêt de cette option, pour le Kremlin, est de renforcer la position russe en Europe et de relancer l'idée de « nouvelle architecture



de sécurité européenne ». Dans ce projet, la résolution du conflit larvé en Moldavie-Transnistrie est envisagée, mais uniquement dans l'intérêt de Moscou. Le Caucase du Sud (Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan) resterait caucasien et ne serait, en aucun cas, rattaché à l'idée européenne, quand bien même la Turquie intégrerait l'UE.

Ensuite, le second scénario envisageable est celui du « yoyo » stratégique avec l'Otan, les États-Unis et l'Europe de la Défense. Toujours plus associée aux exercices militaires de la communauté euro-atlantique, la Russie souhaite davantage s'investir dans des actions internationales de maintien de la paix. Elle espère devenir indispensable. Au Mali, elle a, à plusieurs reprises, tenté d'imposer sa participation, y compris en recherchant des contacts auprès de mouvements touarègues. Tout est donc bien mis en œuvre pour apparaître comme un acteur normal et incontournable des relations internationales et stratégiques. En Syrie, elle montre que rien ne peut se négocier sans elle.

Enfin, le troisième scénario possible est celui du repli stratégique par rapport à une communauté euro-atlantique trop arrogante, incantatrice des droits de l'homme qu'elle-même écorche, en vue de se tourner vers une communauté de destin eurasienn, avec la Chine et les dragons asiatiques.

La réalité sera certainement le produit des trois scénarios, avec un barycentre stratégique fondé sur la priorité de puissance. Tout indique que la Russie cherchera à rester le maillon stratégique dont la communauté internationale ne peut se passer pour fonctionner. En Russie, même après l'ère Poutine, aucune orientation ne sera adoptée sans prendre en compte les intérêts de puissance qui vont dans le sens de la protection des intérêts de l'élite dirigeante.

POUR ALLER PLUS LOIN :

Ouvrages généraux sur la Russie

Martin MALIA, *Comprendre la révolution russe*, Paris, Éditions du Seuil, 1980.

Thomas GOMART, *Russian Civil-Military Relations: Putin's Legacy*, Washington DC, Carnegie Endowment for International Peace, 2008.

Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Paris, *La Russie entre deux mondes*, Fayard, 2010.

Denis ECKERT, *Le monde russe*, Paris, Hachette, 2012.

Arnaud DUBIEN (dir.), *Russie : Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, Le Cherche-Midi, 2013.

Ces livres ont tous leurs qualités. Paradoxalement, le plus ancien (celui de Martin Malia) reste certainement l'un des plus éclairants. Ce bref essai pense la révolution russe en termes stratégiques, et philosophiques. La richesse de cet ouvrage trop peu cité offre des clefs de lecture toujours d'actualité.



Ouvrages de référence sur la pensée stratégique

Jacques SAPIR, *The Soviet Military System*, London, Polity, 1991.

Jacques SAPIR, *La Mandchourie oubliée. Grandeur et démesure de l'art de la guerre soviétique*, Paris, Éditions du Rocher, 1996.

Ces deux ouvrages constituent une référence dans l'analyse de l'art militaire russe et soviétique. Jacques Sapir exploite exhaustivement la bibliothèque militaire soviétique, ce qu'aucun autre Français n'a encore jamais réalisé avec un tel niveau de détail. La parfaite connaissance de ces deux livres est essentiel au décryptage de la pensée stratégique russe d'aujourd'hui.

Ouvrages sur l'articulation entre la pensée stratégique et la puissance

Isabelle FACON, *Russie - Les chemins de la puissance*, Perpignan, Artège, 2010.

Dominique LIEVEN, *Russia Against Napoleon: The True Story of the Campaigns of War and Peace*, New York, Penguin Books, 2011.

Ce livre d'histoire permet de comprendre la Russie. Il revient sur la pensée stratégique russe lors de la campagne de Russie, qui continue d'imprégner l'élite dirigeante au pouvoir au Kremlin.

Enfin, nous avons exploré l'ouvrage de **Jean GÉRONIMO**, *La pensée stratégique russe entre réforme et inertie : Moscou face à l'Amérique sur l'échiquier eurasien*, publié en 2011 chez Sigest et réédité l'année dernière. Magistralement préfacé par Jacques Sapir, l'ouvrage n'apporte guère de plus-value, notamment par rapport aux écrits mentionnés ci-dessus.

